

SERVICE TECHNIQUE  
INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSEES

-----  
12, 14 Quai de Gesvres – Paris IV<sup>e</sup>  
75195 PARIS RP  
-----

Paris le 31/10/2008  
Rapport concernant :

SANOFI CHIMIE – CENTRE DE PRODUCTION

9 Quai Jules Guesde

Préfecture du Val-de-Marne

Commune : Vitry-sur-Seine

N°Dossier : 94-10020

N°GIDIC : 65-6552

Classement ICPE : 1<sup>er</sup> AP d'autorisation = 26/07/66

<b>Chaufferie:</b> R 2910-A-1 [A] AP:20/10/87 APC : 02/08/07	<b>Bâtiment 24</b> R 2920-1-a [A] R 1136-B-c [D] <b>Atelier GPO1</b> AP : 04/03/75 AP:12/05/89 (titre I, 5 abrogés)	<b>Bâtiment 29</b> R 1111-2-c [D] R 1130-2 [A] R 1171-1-b [A] R 1171-2-b [A] R 1175-1 [A] R 1433-B-a [A] R 1450-2-b [D] R 2915-1-b [D]	<b>Stockages sud</b> R 1131-2-b [A] R 1172-A-3 [D] R 1175-1 [A] R 1432-2-a [A] R 1433-B-a [D] R 1434-2 [A] R 1450-2-b [D] R 1611-1 [A]
<b>Bâtiment 10</b> R 1175-1 [A] R 1433-B-a [A] R 1432-2-b [D]	<b>Bâtiment 124</b> R 1131-2-b [A] R 1136-B-b [A] R 1432-2-b [D] R 1433-B-b [D] R 1450-2-a [A] R 2920-1-b [D]	<b>Bâtiments 6-39-109</b> R 1131-2-c [D] R 1175-1 [A] R 1190-2 [D] R 1212-2 [A] R 1420-3 [D] R 1433-B-b [D] R 2620 [A] R 2915-1-a [A] R 2920-2-a [A]	<b>Stockages nord</b> R 1630-B-2 [D] R 1131-2-b [A] R 1136-A-1-b [A] R 1172-A-3 [D] R 1175-1 [A] R 1432-2-a [A] R 1433-B-a [A] R 1434-2 [A] R 1611-1 [A] R 1630-B-2 [D] R 1810-3 [D]
<b>Bâtiment 14</b> R 1130-2 [A] R 1131-2-c [D] R 1141-2 [A] R 1171-1-b [A] R 1171-2-b [A] R 1175-1 [A] R 1420-2 [A] R 1432-2-b [D] R 1433-B-a [A] R 1523-C-1-b [D] R 2620 [A] R 2915-1-a [A]	<b>Bâtiment 123</b> R 1130-2 [A] R 1131-2-c [A] R 1141-2 [A] R 1175-1 [A] R 1433-B-a [A] R 1810-3 [D] R 1820-3 [D] R 2685 [D] R 2915-1-b [D] R 2925 [D]	<b>Stockages conditionnés</b> R 1131-1-b [A] R 1111-1-c [D] R 1131-2-c [D] R 1141-2 [A] R 1172-3 [D] R 1420-2 [A] R 1432-2-a [A] R 1450-2-a [A] R 2523-C-1-b [D] R 1810-3 [D] R 1820-2 [D] R 2925 [D]	<b>CRV</b> R 167-C [A] R 1212-3-b [D] R 2120-1 [A] R 1190-1 [D] R 1420-3 [D] R 1433-B-b [D] R 2210-2 [D] R 2685 [D] R 2920-2-b [D]
<b>Bâtiment 15</b> R 1433-B-a [A] R 1175-2 [D] AP : 30/09/04	<b>Bâtiment 70/76</b> R 1715-1 [A] R 2921-1-b [D] R 2921-2 [D]		
<b>Autres installations</b>	<b>Bâtiment 77</b> R 2260-1 [A]		

Réglementation applicable (AP en relation avec l'objet du rapport)  
AP étude de dangers : 4/1/2008

Siège social : SANOFI CHIMIE  
20, Avenue Raymond ARON  
92165 ANTONY Cedex France

Sans Bordereau

Site en zone inondable  
Actions Nationales 2008 : Risque foudre, COV, réduction émissions toxiques (benzène), 87 substances, GIC  
Site inclus dans le programme d'inspection : prioritaire  
Site "Seveso" seuil haut  
Site "Seveso" seuil bas  
Site BdF / Site IPPC  
Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation : BP  
Site dans un périmètre de Boil Over : BP  
Fiche BASOL

**Références :**

Courrier de SANOFI-AVENTIS du 16 septembre 2008  
Réunion en Préfecture du 1<sup>er</sup> octobre 2008

**Objet du rapport :** Projet d'arrêté préfectoral demandant la révision des études de dangers

**Activité générale du site**

**Fabrication de matières actives pharmaceutiques**

## **Introduction**

L'établissement SANOFI Chimie, classé SEVESO Seuil bas, a remis entre 2004 et 2006, 18 études de dangers relatives aux différents bâtiments utilisant ou stockant des substances dangereuses sur le centre de production et le centre de recherche. Ces études de dangers avaient été imposées par des arrêtés préfectoraux du 5 février 2002 et du 24 juin 2004. Les observations du STIIC sur ces 18 études de dangers ont été transmises à l'exploitant en début d'année 2008.

Cependant, le 29 septembre 2005 sont parus de nouveaux textes réglementaires avec de nouvelles obligations concernant les études de dangers des établissements SEVESO :

- L'arrêté du 29 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs : cet arrêté définit les objectifs et le contenu des études de dangers pour les établissements SEVESO et fixe la date du 7 octobre 2010 pour la révision des études de dangers, selon ces nouvelles dispositions, pour les établissements SEVESO Seuil bas.
- L'arrêté du 29 septembre 2005 (dit « PCIG ») relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- La circulaire du Ministère de l'Ecologie du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements SEVESO.
- La circulaire DPPR/DGUHC du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

Compte tenu de ces nouvelles dispositions réglementaires, de l'importance des zones d'effets mises en évidence par les 18 études de dangers et des enjeux en terme d'urbanisme liés à l'opération d'intérêt national (OIN) ORSA, le STIIC a proposé :

- d'une part : d'imposer à SANOFI la remise de compléments aux études de dangers transmises entre 2004 et 2006 en fournissant pour chaque scénario d'accident identifié la probabilité et l'intensité des effets en vue de l'élaboration d'un porter à connaissance en application de la circulaire DPPR/DGUHC du 4 mai 2007 ; Ces compléments ont été imposés par arrêté préfectoral du 4 janvier 2008.
- d'autre part : d'imposer à SANOFI la révision de ses 18 études de dangers dans un délai de 18 mois en anticipant ainsi d'environ 2 ans par rapport à l'échéance du 7 octobre 2010 fixé par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié.

## **1 – Projet d'arrêté complémentaire demandant la révision des études de dangers et plan de conversion du site**

Le projet d'arrêté préfectoral demandant la révision des études de dangers dans un délai de 18 mois a été présenté au CODERST du 15 avril 2008 qui a émis un avis favorable.

Cependant par courrier du 30 avril 2008, SANOFI a demandé que la condition 1 du projet d'arrêté puisse être modifiée comme suit compte tenu du plan de conversion du site qui va entraîner le transfert de la majeure partie des ateliers de productions d'ici à fin 2011 :

***« En cas d'arrêt définitif des installations dans un délai de 18 mois à compter de la date de remise des études de dangers, l'étude de danger ne sera pas requise. L'exploitant tiendra informé Monsieur le Préfet du Val-de-Marne des dates effectives d'arrêt lorsque celles-ci seront connues ».***

Par courrier du 16 septembre 2008, SANOFI nous a transmis un document précisant les dates d'arrêt des productions qui doivent être transférées entre fin 2008 et fin 2011 ainsi que les installations qui resteront en exploitation sur le site de Vitry sur Seine.

SANOFI précise que l'arrêt d'exploitation de l'atelier GPO1 sera effectif avant octobre 2010 et que le classement SEVESO du site, à l'issue de cet arrêt, ne sera plus justifié.

Pour les installations qui ne font pas l'objet d'un transfert, SANOFI propose de réviser les études de dangers d'ici octobre 2010 et que des solutions techniques économiquement raisonnables seront envisagées afin de réduire les distances d'effets ayant un impact sur l'urbanisation.

En revanche, SANOFI réitère sa demande d'exemption de révision des études de dangers pour les installations qui vont être arrêtées dans le cadre du plan de conversion.

## **Avis du STIIC :**

- Compte tenu de la réduction des risques liée au transfert de la majeure partie des productions avant 2012 et des engagements de SANOFI-AVENTIS d'une part à réviser les études de dangers pour toutes les installations pérennes et d'autre part à arrêter l'atelier GPO1 et à ne plus être classé SEVESO avant l'échéance d'octobre 2010 fixée par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 pour la révision des études de dangers,

- Suite à la réunion en Préfecture du Val-de-Marne du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur les études de dangers de SANOFI et leurs conséquences sur l'urbanisme présent et à venir,

L'inspection propose que le projet d'arrêté préfectoral demandant la révision des études de dangers soit modifié en fixant des dates de remise des études de dangers pour chaque installation comme suit :

- Pour les installations qui doivent faire l'objet d'un transfert, il est proposé de décaler de 15 jours les dates de remise des études par rapport aux dates d'arrêt prévues par SANOFI pour chacune des installations. Ainsi, les études de dangers seront requises pour les installations qui ne seront pas arrêtées aux dates prévues par SANOFI augmentées de 15 jours. Elle ne le seront pas dans le cas contraire.
- Pour les installations qui doivent rester sur le site après 2011, il est proposé de fixer la date au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Nous proposons donc de modifier la condition 1 de l'article 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté préfectoral complémentaire comme suit (la condition 2 restant inchangée) :

### **Condition 1 – Révision des études de dangers**

La société Sanofi Chimie doit réviser les études de dangers de l'ensemble du site Sanofi Aventis (Centres de production et de recherches) en prenant en compte :

- ⊕ Les critères techniques d'intensité, de probabilité, de gravité et de cinétique définis dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- ⊕ Les dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment les articles 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4,
- ⊕ Les observations et demandes de compléments formulées par le Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées sur les études de dangers remises entre le 8 mars 2004 et le 27 juillet 2006.

**Les études de dangers révisées doivent être adressées au Préfet selon les dates d'échéances fixées dans le tableau suivant. En cas d'arrêt définitif d'une installation avant la date d'échéance de remise de l'étude de dangers, celle-ci ne sera pas requise.**

Installations	Date d'échéance de remise des études de dangers
« Bât 10 »	15/01/2012
« Bât 14 »	15/07/2011
« Bât 15 »	01/10/2010
« Bât 19 »	01/10/2010
« Bât 24 »	01/10/2010
« Bât 29 »	15/07/2010
« Bât 32/38 »	01/10/2010
« Bât 40 »	01/10/2010
« Bât 70/76 »	15/04/2011
« Bât 77 »	15/01/2012
« Bât 82 et 88 »	01/10/2010
« Bât 112 »	01/10/2010
« Bât 123-123ter »	01/10/2010
« Bât 124 »	01/10/2010
« Pilotes (bât. 5, 6, 39, 109 et 112)»	01/10/2010
« Aires 20 et 22 »	15/07/2011
« Aires 21 et 25 »	01/10/2010
« Aires 71, 72, 73 et 78 »	15/01/2012
« Aires 113 et 127 »	15/11/2010
« Aire 130 »	01/10/2010
« Utilités »	01/10/2010
« CRV » (Centre de recherches)	01/10/2010

## **Conclusion**

Suite aux courriers de SANOFI du 30 avril 2008 et du 16 septembre 2008, nous proposons de présenter au CODERST une modification du projet d'arrêté préfectoral complémentaire imposant la révision des études de dangers, comme indiqué ci-dessus, en fonction du planning d'arrêt des installations prévu entre décembre 2008 et décembre 2011.

**L'Ingénieur principal, chargé de  
mission risques**

**L'Ingénieur en Chef  
chargé du pôle risques**

**L'Adjointe au Chef de  
Département chargé du Val-de-  
Marne**

**Le 2 octobre 2008**

**Le 21 octobre 2008**

**L'adjoint à l'Inspecteur Général**